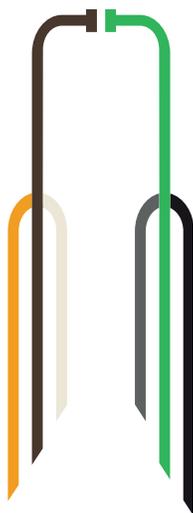


# Je t'aime, moi non plus : l'Afrique du Sud et Inga III





**Phuzumoya Consulting** est une société, basée au Cap, qui mène des recherches sur l'économie politique de l'Afrique. Elle est spécialisée sur l'Afrique du Sud et la région des Grands Lacs et possède une expertise particulière en matière de gouvernance des ressources naturelles et de diligence raisonnable.

[www.phuzumoya.com](http://www.phuzumoya.com)

**Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC)** est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les:

[www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org) et [www.gecongo.org](http://www.gecongo.org)



# Table des matières

---

Résumé.....	2
Tendances en matière de politique étrangère de l'Afrique du Sud .....	3
Vers un "internationalisme progressiste" .....	3
L'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo .....	5
L'Afrique du Sud et Inga.....	7
Inga prend enfin forme .....	9
L'Afrique du Sud a-t-elle besoin d'Inga ? .....	10
Conclusion .....	13
Références .....	14



## Résumé

L'Afrique du Sud se prépare à soutenir l'un des plus grands projets d'infrastructure du continent : le barrage hydroélectrique Inga III en République démocratique du Congo. D'un coût d'environ 14 milliards de dollars, le barrage produirait jusqu'à 11 gigawatts (GW) d'électricité, dont 2,5 GW que l'Afrique du Sud s'est engagée à acheter. Une façon pour elle de financer, d'une certaine mesure, la construction du barrage qui doit commencer bientôt<sup>1</sup>. Cependant, les autorités congolaises n'ont pas encore effectué d'évaluation d'impact critique, une perspective alarmante pour un projet qui bloquera la plus grande partie du fleuve Congo.

Inga III présente un attrait évident pour le gouvernement sud-africain. Au cours des deux dernières années, l'Afrique du Sud a été sporadiquement touchée par des pannes de courant de plus en plus importantes, causant de graves dommages à l'économie nationale. Dans le même temps, le gouvernement a finalisé son ambitieux plan de production d'électricité jusqu'en 2030, le Plan de ressources intégrées (PRI), visant à diminuer de façon spectaculaire le rôle du charbon en faveur des énergies renouvelables. Ce plan prévoit que l'Afrique du Sud se procure 20 GW supplémentaires d'ici 2030, dont 2,5 GW auprès d'Inga III.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Resource Matters ont critiqué le processus Inga III pour son manque d'inclusion et de transparence, et en particulier l'incertitude quant à la réponse qu'il apportera aux besoins énergétiques criants de 90 millions de Congolais<sup>2</sup>.

Ce rapport place le soutien de l'Afrique du Sud à Inga III dans le contexte de la politique étrangère de son gouvernement, en faisant valoir qu'il doit être compris non seulement sur la base de sa logique économique mais aussi sur la manière dont le pays envisage son rôle dans la région. La politique actuelle d'Inga de l'Afrique du Sud est contradictoire, oscillant entre le désir de projeter une image de puissance panafricaniste promouvant le développement économique du continent, et la réalité selon laquelle s'engager dans Inga n'a aucun sens sur le plan financier ou énergétique.

Un accord d'achat d'énergie de l'Afrique du Sud est essentiel pour la construction de Inga III. Cependant, pour l'Afrique du Sud, acheter l'électricité à Inga III est risqué et peut être plus cher que la plupart des autres sources disponibles dans le pays. Il n'est donc pas sûr que l'Afrique du Sud soit réellement le client principal pour Inga. Cette incertitude remet en question la bancabilité, voire la faisabilité, de l'ensemble du projet.



## Tendances en matière de politique étrangère de l'Afrique du Sud

L'implication de l'Afrique du Sud dans le barrage d'Inga est déterminée par un mélange de politique intérieure, de considérations économiques et de l'idéologie changeante plus large qui sous-tend sa position envers les autres pays du continent. Ce rapport examine l'évolution de la politique étrangère du Congrès national africain (ANC) avant de se pencher sur son approche actuelle du projet Inga III.

Le Congo est le premier producteur africain de cuivre, d'étain, de coltan et de cobalt, et le deuxième exportateur de diamants. Ces ressources minérales intéressent l'Afrique du Sud, tout comme les opportunités commerciales du Congo, notamment dans les secteurs de la vente au détail et des télécommunications. Au-delà de ces intérêts économiques, l'engagement de l'Afrique du Sud en République démocratique du Congo a été profondément marqué par les tendances de sa politique étrangère au cours des 25 dernières années, depuis la fin de l'apartheid, qui sont à leur tour liées aux courants idéologiques et politiques concurrents de l'ANC au pouvoir. Deux lignes de clivage principales, qui sont devenues de plus en plus évidentes ces dernières années, caractérisent la politique étrangère de l'ANC : au niveau international, entre la solidarité et la déférence envers les gouvernements africains ; et au niveau national, entre la justice sociale et la corruption. En dépit de la place importante accordée aux droits civils et à la solidarité dans la politique étrangère de l'ANC, qui est un "internationalisme progressif", dans la pratique, ses dirigeants ont souvent choisi de privilégier la non-ingérence dans les affaires des autres dirigeants africains. Simultanément, et contrairement à la rhétorique égalitaire du parti, l'abus de pouvoir au profit d'intérêts privés - officiellement décrié comme une saisie de l'État par une commission gouvernementale - a également entaché les engagements de leur gouvernement sur le continent, en particulier pendant la présidence de Jacob Zuma (2009-2018)<sup>3</sup>. Ces dynamiques opposent la solidarité envers les populations marginalisées et abusées à la

realpolitik, et la rhétorique de l'égalité au clientélisme et à l'intérêt personnel.

### Vers un "internationalisme progressiste"

Au cours du premier gouvernement post-apartheid, le président Nelson Mandela (1994-1999) a défendu les droits de l'homme, le multilatéralisme et a joué un rôle important dans la résolution des conflits par le biais d'organismes régionaux tels que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA)<sup>4</sup>. Mandela a joué un rôle de premier plan dans la condamnation de la dictature de Sani Abacha au Nigeria - controversée pour un autre dirigeant africain à l'époque - et a été actif dans la résolution des conflits, du Timor oriental à l'Irlande du Nord. Avec son vice-président Thabo Mbeki, il a consacré beaucoup de temps et d'énergie à la politique étrangère. Rien qu'entre janvier 1996 et juillet 1998, ils ont effectué ensemble 86 voyages à l'étranger, soit près de trois par mois<sup>5</sup>.

Sous la présidence suivante de Thabo Mbeki (1999-2007), l'accent a été mis davantage sur la recherche de "solutions africaines aux problèmes africains", et le gouvernement sud-africain a joué un rôle essentiel dans les processus de paix sur le continent<sup>6</sup>. Mbeki était un critique féroce de l'intervention occidentale au Darfour, en Côte d'Ivoire et en Libye. Il a été le pionnier de la réforme de l'Union africaine en 2002 et de la création du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) en 2001<sup>7</sup>. En 2002, Mbeki a contribué à la négociation d'un accord de paix au Congo, et il a poursuivi les efforts de Mandela pour mettre fin au conflit au Burundi. Cependant, il lui a été reproché son refus de critiquer la répression des libertés civiles au Zimbabwe voisin, mettant en évidence les tensions au sein de l'ANC entre la solidarité panafricaine et la déférence envers



les autres mouvements de libération et les chefs d'État africains<sup>8</sup>.

Sous la présidence de Jacob Zuma, ces tensions - entre principe et intérêt personnel, solidarité avec les autres chefs d'État et avec leurs citoyens - sont remontées à la surface plus clairement et avec plus de controverse<sup>9</sup>. L'incapacité du gouvernement de l'ANC à provoquer une redistribution rapide des richesses après l'apartheid a rendu le parti vulnérable aux pressions d'autres chefs d'État africains et de certains milieux du parti pour qu'il n'intervienne pas au Zimbabwe. De nombreux observateurs ont estimé que les difficultés du président Robert Mugabe provenaient de sa volonté d'affronter les élites économiques blanches et les pays occidentaux. Les flambées de violence xénophobes dans les villes sud-africaines en 2008, 2013, 2015 et 2019 ont montré comment la concurrence pour des ressources rares dans les communautés pauvres, encouragée par la rhétorique populiste, avait réduit l'importance du panafricanisme dans le pays et au sein du parti au pouvoir. Alors que les dirigeants de tous les bords politiques dénoncent régulièrement le fléau de la xénophobie, les actions du gouvernement et les déclarations des dirigeants de l'ANC et des partis d'opposition qui accusent les immigrants d'être responsables du chômage et de la criminalité envoient un message différent<sup>10</sup>. Alors que de nombreux dirigeants de l'ANC ont passé une grande partie de leur vie en exil, souvent soutenus et accueillis par d'autres pays africains, la plupart des Sud-Africains ont vécu sans trop de contact avec le reste du continent, et leur économie et leurs médias sont plus liés à l'Europe, aux États-Unis et à l'Asie qu'à d'autres pays africains.

En termes de rhétorique, l'accent a été mis davantage sur la lutte contre l'hégémonie américaine et le capitalisme débridé. En 2010, l'Afrique du Sud a rejoint le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine dans l'association BRICS, qui semblait être, à l'époque, le réalignement géopolitique le plus définitif de l'administration Zuma, mais qui apparaît aujourd'hui largement symbolique<sup>11</sup>. Un document de discussion sur la politique étrangère de 2015 du Conseil général national de l'ANC déclare que "l'effondrement soudain du socialisme dans le monde a complètement modifié l'équilibre des forces en faveur de l'impérialisme. Il a inauguré une

nouvelle ère hégémonique mondiale de l'agenda socio-économique mondial du capitalisme et des impératifs du libre-échange<sup>12</sup>". Le document affirme ensuite que l'Afrique du Sud doit continuer à s'allier à la Chine et à la Russie contre l'impérialisme des États-Unis. L'accent mis sur les droits de l'homme, qui avait été au centre de la présidence de Mandela, a été relégué à un rôle secondaire ; en 2015, l'Afrique du Sud n'a pas respecté ses obligations internationales en tant que signataire de la Cour pénale internationale (CPI), refusant d'arrêter le président soudanais Omar el-Béchir pendant son séjour sur son territoire, malgré un mandat d'arrêt de la CPI<sup>13</sup>.

Plus que tout, c'est probablement la personnalité et le style de leadership du président Zuma qui ont entraîné un changement dans la politique étrangère. Une grande partie de l'approche de Zuma en matière de politique étrangère semblait être transactionnelle. En 2014, par exemple, l'Afrique du Sud a de nouveau refusé un visa au Dalaï Lama afin de ne pas compromettre ses relations avec la Chine, son principal partenaire commercial. De même, il y a des rumeurs selon lesquelles Zuma, par le biais d'hommes d'affaires liés à l'ANC, aurait déployé des troupes sud-africaines pour soutenir le gouvernement chancelant de la République centrafricaine. Divine Inspiration Group Oil, une société d'exploration pétrolière opérant à la fois au Congo et en RCA, aurait influencé la politique de Zuma dans ce sens. Selon la presse sud-africaine<sup>14</sup>, Divine Inspiration est détenue par Andrea Brown, une femme d'affaires ayant des liens étroits avec les dirigeants de l'ANC<sup>15</sup>. Une autre société impliquée dans la prospection de diamants, Inala Centrafrique, serait en partie détenue par Chancellor House, une branche d'investissement de l'ANC, et par Joshua Nxumalo, un autre homme d'affaires lié à l'ANC. Ces liens commerciaux ont provoqué une controverse diplomatique lorsque le président François Bozizé, avec qui ces contrats avaient été négociés, a été renversé par un coup d'État en 2013. Lorsque 13 soldats sud-africains sont morts au cours de ces événements, leurs camarades ont déclaré, par l'intermédiaire de leur syndicat, qu'ils n'avaient pas été déployés pour soutenir l'armée de la RCA mais qu'ils protégeaient plutôt les intérêts commerciaux sud-africains. Des allégations similaires



ont pesé sur la politique de Zuma à l'égard de la Libye et de la Guinée équatoriale<sup>16</sup>.

Depuis son élection à la présidence en février 2018, Cyril Ramaphosa a tenté de revitaliser la politique étrangère de son pays. Il a appelé à une "nouvelle aube" dans la politique étrangère sud-africaine, pour laquelle "la démocratie, la justice, les droits de l'homme et la bonne gouvernance" devraient constituer le socle<sup>17</sup>. Cependant, étant donné la force de la faction pro-Zuma au sein de l'ANC et les impératifs concurrents des intérêts sud-africains, les politiques qui en ont résulté ont été mitigées. Lors des votes aux Nations unies, où l'Afrique du Sud occupe un siège non permanent au Conseil de sécurité, elle a condamné les violations des droits de l'homme et des libertés civiles au Soudan, elle a soutenu un mandat fort pour la mission de l'ONU au Darfour et est revenue sur sa politique antérieure de dénonciation des atrocités commises contre les Rohingyas au Myanmar. Cependant, l'Afrique du Sud a été critiquée pour n'avoir pas soutenu un examen plus approfondi du gouvernement camerounais pendant la crise anglophone dans ce pays et pour n'avoir pas soutenu un renouvellement de l'embargo sur les armes au Sud-Soudan<sup>18</sup>. Comme nous le verrons plus loin, elle a également tergiversé sur les élections profondément entachées d'irrégularités au Congo, appelant toutes les parties à accepter des résultats très douteux.

## L'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo

Ces tendances en matière de politique étrangère se sont également manifestées dans les relations de l'Afrique du Sud avec le Congo. Le gouvernement sud-africain de l'après-apartheid a d'abord donné la priorité à la consolidation de la paix, en essayant - et en échouant - à négocier la paix entre Laurent-Désiré Kabila et le président de l'époque, Mobutu Sese Seko, en 1997<sup>19</sup>. La même année, le gouvernement a soutenu l'adhésion du Congo à la Communauté de développement de l'Afrique australe. Pour mettre un terme à la guerre qui a déchiré le pays entre 1998 et 2003, l'Afrique du Sud, sous la présidence de Thabo

Mbeki, a envoyé des troupes pour soutenir la mission de maintien de la paix des Nations unies et a joué un rôle essentiel dans les pourparlers de paix entre Joseph Kabila, les pays voisins et l'opposition armée et non armée, ce qui a conduit à l'accord global et inclusif en 2002. Mbeki a ensuite combiné la promotion des intérêts économiques nationaux avec un soutien continu au jeune gouvernement congolais, en dépensant des sommes considérables pour la réforme de l'armée et de l'administration, tout en conduisant des délégations d'entreprises à Kinshasa pour chercher des opportunités pour le secteur privé.

Les relations avec le Congo, bien qu'elles ne soient pas très présentes dans les débats politiques internes ou dans la presse sud-africaine, sont néanmoins importantes pour Pretoria. Selon l'Institut sud-africain des relations internationales (Isari), l'Afrique du Sud a été l'un des principaux fournisseurs d'aide au développement du Congo<sup>20</sup>. Un grand nombre d'institutions et d'agences sud-africaines ont apporté leur soutien, notamment à la commission électorale, à la police et à l'armée congolaises, à l'administration locale et au développement d'infrastructures clés. Au sein du Département des relations et de la coopération internationales (DRCOI), le ministère sud-africain des affaires étrangères, il existe un large consensus sur le fait que le Congo est un pays critique pour des raisons géopolitiques, humanitaires et économiques.

En tant que président, M. Zuma a privilégié les interactions bilatérales et souvent personnelles à la diplomatie multilatérale. Une commission conjointe des gouvernements sud-africain et congolais a été lancée sous la présidence de M. Mbeki, réunissant les chefs d'État et les ministres de haut rang des deux pays pour discuter d'une série de préoccupations communes. Ces discussions se sont poursuivies sporadiquement sous la présidence de Zuma, mais Zuma et Kabila préféraient tous deux des rencontres individuelles moins formelles<sup>21</sup>.

Tout au long de la présidence de Zuma, ce dernier a été poursuivi par des allégations selon lesquelles la politique à l'égard du Congo était influencée par ses propres intérêts personnels. En 2010, le gouvernement congolais a décidé de céder deux blocs de pétrole



dans l'est du Congo, qui étaient auparavant détenus par la société Tullow Oil basée à Londres, à deux sociétés jusqu'alors inconnues, Caprikat et Foxwhelp. Le neveu de Zuma, Khulubuse Zuma, et son avocat personnel, Michael Hulley, étaient les représentants légaux respectifs des deux sociétés<sup>22</sup>. Les deux sociétés semblent avoir été créées dans le but d'obtenir les blocs de pétrole, ayant été enregistrées dans les îles Vierges britanniques - ce qui a permis à leurs propriétaires effectifs de rester cachés - seulement trois mois avant la signature de leurs contrats respectifs, et n'ayant pas mené d'activités publiques ailleurs depuis. Le Financial Times a par la suite rapporté que l'homme d'affaires israélien Dan Gertler, un proche associé de Kabila, était propriétaire des deux sociétés. Aucun des deux blocs pétroliers n'a été exploité<sup>23</sup>.

Cette approche transactionnelle était également claire en ce qui concerne les intérêts économiques nationaux, y compris le barrage d'Inga. Juste avant les élections de décembre 2011, Zuma s'est rendu à Lubumbashi pour signer un traité avec Kabila accordant à l'Afrique du Sud 2,5 GW d'énergie provenant du projet hydroélectrique prévu<sup>24</sup>. Le ministre sud-africain des services correctionnels (prisons), Nosiviwe Mapisa-Nqakula, a ensuite dirigé la mission d'observation électorale de la SADC au Congo, la plus importante délégation de ce type en 2011, qui a déclaré que les élections étaient largement libres et équitables, une déclaration qui a été fortement contredite par le Centre Carter et les équipes d'observation de l'Union européenne<sup>25</sup>. Cette séquence d'événements a éveillé des soupçons selon lesquels les intérêts économiques sud-africains ont incité la SADC - et, par extension, l'Union européenne - à approuver des élections douteuses<sup>26</sup>.

Alors que le Congo se dirigeait vers la fin du second et dernier mandat de Kabila en 2016, avec des protestations contre la manipulation du processus électoral qui secouait le pays, l'Afrique du Sud restait réticente à faire pression sur le gouvernement Kabila. Les analystes congolais ont vu dans la décision de Dlamini Nkosazana-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine et ex-épouse de Zuma, d'envoyer l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo pour négocier un accord controversé entre Kabila et l'opposition, un moyen de réduire la pression de la

société civile sur le gouvernement<sup>27</sup>. Zuma a tenu à souligner publiquement son soutien à Kabila, en disant qu'il "a toujours un ami en Afrique du Sud<sup>28</sup>". L'année suivante, l'Afrique du Sud a voté contre une enquête indépendante du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur une flambée de violence dramatique dans la région du Kasai, comme l'avaient demandé plusieurs autres pays<sup>29</sup>.

Cyril Ramaphosa est devenu président de l'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud, en décembre 2017 et de l'Afrique du Sud en février 2018 ; il a ensuite été confirmé à la présidence lors des élections nationales de mai 2019. Ramaphosa avait fait campagne sur une plate-forme visant à mettre fin au copinage et à lutter contre la corruption au sein de l'ANC, et était connu pour être beaucoup plus critique - au moins en privé - à l'égard de Kabila que de Zuma<sup>30</sup>. En août 2018, Cyril Ramaphosa, João Lourenço, président angolais et Joseph Kabila ont assisté à un sommet de la SADC à Windhoek, en Namibie, où les deux premiers auraient fait pression ensemble sur le troisième pour qu'il annonce publiquement son départ imminent du pouvoir. Kabila a publié une déclaration au cours du sommet le 17 août, disant qu'il allait se retirer, mais il aurait été en colère en privé parce que l'approche de Zuma avait été remplacée par une position plus ferme du nouveau chef d'État sud-africain<sup>31</sup>.

Peu de temps après, il y a eu des preuves évidentes de retombées entre les deux gouvernements. Après que la presse sud-africaine a annoncé la nomination de Mbeki comme envoyé de l'Afrique du Sud dans la région des Grands Lacs, le conseiller en politique étrangère de Kabila, Barnabe Kikaya bin Karubi, a déclaré publiquement fin août que Mbeki ne serait pas accrédité parce que le pouvoir congolais considérait la notion même d'envoyés spéciaux comme étant néocoloniale, ajoutant que le Congo ne devait pas être "traité comme un enfant<sup>32</sup>". Mbeki avait critiqué Kabila, notamment en signant en 2017 une déclaration commune de neuf anciens chefs d'État africains et de Kofi Annan qui disait que le pays était tombé dans une "crise profonde<sup>33</sup>". Ramaphosa a plus tard décidé de nommer Mbeki, bien que ses fonctionnaires aient souligné que l'ancien président n'était pas un envoyé spécial mais plutôt un facilitateur ou un médiateur, et



ont ajouté que Mbeki se concentrerait d'abord sur le Burundi, et non sur le Congo. Depuis sa nomination, cependant, Mbeki n'a manifestement été actif ni au Burundi ni au Congo.

En septembre 2018, une délégation de partis d'opposition congolais et de dirigeants de la société civile a rencontré de hauts représentants de l'ANC au siège du parti à Johannesburg, et a publiquement exhorté l'ANC à continuer à jouer un rôle dans le rétablissement de la paix et de la sécurité au Congo. L'ANC a à son tour appelé le gouvernement sud-africain à "continuer à s'engager" avec le Congo, disant qu'il était préoccupé par le fait que le pays "pourrait sombrer dans le chaos, l'instabilité et la violence"<sup>34</sup>. En Afrique du Sud, plusieurs réunions des hauts représentants des partis d'opposition congolais ont ensuite été organisées dans la tentative finalement avortée de ces derniers de s'entendre sur un candidat unique pour s'opposer à Emmanuel Ramazani Shadary lors de l'élection présidentielle de l'année dernière.

Bien que Ramaphosa ait critiqué Kabila en privé, des sources de l'ANC affirment que le nouveau président ne voulait pas se mettre du mauvais côté en soutenant publiquement un rival. Cette réticence s'est clairement manifestée dans la position de l'Afrique du Sud au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), où elle a repoussé les allégations de fraude électorale après les élections de décembre 2018 au Congo, en exhortant toutes les parties à "respecter" les résultats officiels<sup>35</sup>. Lorsque la commission électorale a proclamé la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle, tout en annonçant une écrasante majorité au Parlement et dans la plupart des provinces en faveur de la coalition de Kabila, le gouvernement sud-africain a choisi de ne pas contester le résultat, même si des fuites provenant de l'intérieur de la commission électorale et de l'Église catholique ont indiqué une nette victoire de Martin Fayulu à l'issue du scrutin présidentiel<sup>36</sup>. Le 17 janvier 2019, l'Afrique du Sud a pris l'initiative de rédiger la déclaration de la SADC reconnaissant les résultats et appelant la communauté internationale à "respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo conformément à l'Acte constitutif de l'UA et au Traité de la SADC"<sup>37</sup>. Elle l'a fait en dépit des pressions exercées par les

membres de la SADC, l'Angola et la Zambie, pour qu'ils se montrent beaucoup plus critiques. Plus tard dans la journée, ces deux pays ont signé une déclaration de l'Union africaine qui mettait en doute les résultats des élections et demandait à la Cour constitutionnelle de retarder son verdict final.

La position de l'Afrique du Sud était donc apparemment en défaut par rapport à la norme post-Mandela au sein de l'ANC. Tant dans le cas du Congo que pour sa position vis-à-vis du Zimbabwe, Ramaphosa et son ministre des affaires étrangères de l'époque, Lindiwe Sisulu, ont interprété "l'internationalisme progressif" - le leitmotiv de la politique étrangère de l'ANC - comme le fait, une fois de plus, de minimiser les droits de l'homme et les libertés civiles au profit du pragmatisme et de la déférence envers les autres chefs d'État africains. Le positionnement de l'Afrique du Sud a déçu ceux qui s'attendaient à un retour à la politique étrangère de l'ère Mandela, axée sur les droits de l'homme, après l'élection de Ramaphosa à la tête du pays et la désignation de l'Afrique du Sud comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en janvier 2019. Ramaphosa a nommé Naledi Pandor au poste de ministre des Relations et de la Coopération internationales en mai 2019, peu après sa victoire électorale. Mme Pandor s'est forgée une réputation d'intégrité et de principe dans ses précédentes fonctions ministérielles, bien qu'il n'y ait pas de signes évidents jusqu'à présent de son abandon de l'approche de la *realpolitik* de Sisulu.

## L'Afrique du Sud et Inga

Le complexe de barrages d'Inga sur le fleuve Congo est depuis longtemps réputé comme un fournisseur potentiel d'électricité pour le Congo et toute la région. Situé à l'ouest de la capitale Kinshasa, à un endroit où le fleuve descend de 96 mètres sur 14 kilomètres, il a un potentiel estimé à 40 GW. Si ce site est entièrement développé, il pourrait devenir le plus grand barrage hydroélectrique du monde. Deux barrages y ont déjà été construits, Inga I (351 mégawatts) et Inga II (1 424 mégawatts), respectivement en 1972 et 1982<sup>38</sup>.



## Je t'aime, moi non plus : l'Afrique du Sud et Inga III

Compte tenu de l'énorme investissement en capital que de tels projets exigent et des faibles ressources de l'État congolais, les investissements à Inga ont principalement été destinés au secteur privé. Inga I était censé fournir de l'électricité aux usines sidérurgiques voisines, tandis qu'Inga II était destiné à l'industrie minière de la province méridionale du Katanga, à quelques milliers de kilomètres de là<sup>39</sup>. Entre-temps, la Banque mondiale estime qu'environ 65 millions de Congolais n'ont pas accès à l'électricité, soit 80 % de la population<sup>40</sup>.

Le gouvernement congolais, avec une équipe de partenaires tournante, tente de construire un troisième barrage à Inga depuis les années 1990. En octobre 2004, après de nombreuses discussions, un nouveau consortium a été créé à partir des compagnies d'électricité des pays de la région : la République démocratique du Congo, l'Angola, le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud. Ce consortium du Corridor occidental (Westcor) a proposé de construire un barrage de 3,5 GW<sup>41</sup>. Le géant minier BHP Billiton a également exprimé son intérêt pour le projet, en déposant des plans pour une fonderie d'aluminium qui sera construite à proximité. Cependant, aucune de ces propositions n'a abouti en raison du manque de financement et de la volatilité de la politique congolaise.

Le gouvernement sud-africain a cependant continué à s'intéresser au projet. Depuis 2008, le pays a connu des baisses de tension sporadiques (connues localement sous le nom de délestage), en raison de l'incapacité croissante de la société d'État Eskom à produire suffisamment d'électricité pour répondre à la demande. Jusqu'au début des années 2000, Eskom avait généré un excédent d'électricité considérable par rapport à la demande nationale, voire régionale. Cependant, la forte croissance du PIB réel de l'Afrique du Sud à la fin des années 1990 et au début des années 2000 a considérablement fait augmenter la demande d'électricité, mais le gouvernement Mbeki, espérant que le secteur privé pourrait construire de nouvelles centrales au charbon, n'a pas permis à Eskom de construire de nouvelles centrales pendant plusieurs années.

Dans son discours sur "l'état de la nation" de février 2001, Mbeki a déclaré :

*En ce qui concerne le secteur de l'énergie, entre autres, notre décision impliquera la restructuration des industries de fourniture et de distribution d'électricité afin d'introduire des niveaux de concurrence plus élevés. Les producteurs d'électricité indépendants seront autorisés à entrer dans notre système énergétique et des réseaux d'énergie localisés pour les zones rurales seront développés<sup>42</sup>.*

Mais le secteur privé n'a jamais construit de centrales au charbon. Finalement, réalisant qu'une pénurie d'énergie se profilait, le gouvernement sud-africain a mis en service en 2007 deux centrales au charbon, Medupi et Kusile. Ces deux centrales devaient être pleinement opérationnelles d'ici 2014, mais aucune ne l'est encore, malgré des dépassements budgétaires massifs. L'incapacité coûteuse de Medupi et de Kusile à fournir l'électricité attendue est l'une des principales raisons du délestage en Afrique du Sud.

Une autre raison de la chute d'Eskom est l'ampleur des dégâts causés par la "prise de contrôle de l'État" à l'époque de Zuma, lorsque la société lançait régulièrement des appels d'offres et des contrats extrêmement coûteux à des personnes politiquement liées, pour des travaux qui souvent ne se concrétisaient pas. Aujourd'hui, Eskom est incapable d'assurer le service de ses dettes, qui s'élèvent à plus de 450 milliards de rands (30,7 milliards de dollars), et dépend de la poursuite des opérations de sauvetage du gouvernement. L'augmentation de la contribution des sources d'énergie renouvelables au réseau national atténue quelque peu la crise. À la fin de 2018, près de 4 GW d'énergie renouvelable étaient en service, ce qui représente environ 5 % de l'électricité produite<sup>43</sup>. La croissance de la production d'énergie renouvelable a aidé Eskom à augmenter sa capacité de production d'électricité de 6 % au cours des dix dernières années, mais en raison du favoritisme et de la corruption, le nombre de ses employés a augmenté de 37 % tandis que ses dettes ont explosé de 435 %<sup>44</sup>.

En novembre 2011, plusieurs semaines avant les élections nationales sud-africaines, le président Zuma



a rencontré son homologue congolais pour signer un accord-cadre concernant le barrage du Grand Inga. Deux ans plus tard, en octobre 2013, l'Afrique du Sud et le Congo ont signé le traité du Grand Inga, dans lequel l'Afrique du Sud s'engageait à acheter 2,5 GW si Inga III était construit. À la suite d'une étude commanditée par la Banque mondiale en 2008, le gouvernement congolais voudrait maintenant développer un nouveau site pour le barrage, Inga III Basse Chute, avec une production prévue de 4,8 GW. Selon les termes du traité, l'Afrique du Sud a également la possibilité d'acheter entre 20 et 30 % de l'électricité produite par les autres phases du barrage du Grand Inga<sup>45</sup>.

Malgré ce traité, le développement d'Inga a progressé très lentement et l'attention de l'administration Zuma dans le secteur de l'énergie s'est tournée de plus en plus vers les projets sud-africains d'énergie renouvelable, puis vers un programme ambitieux et controversé de construction de plusieurs nouveaux réacteurs nucléaires. Au grand soulagement de nombreux membres de la société civile sud-africaine, l'une des premières décisions prises par Ramaphosa après avoir succédé à Zuma a été de suspendre le programme de construction de réacteurs nucléaires<sup>46</sup>.

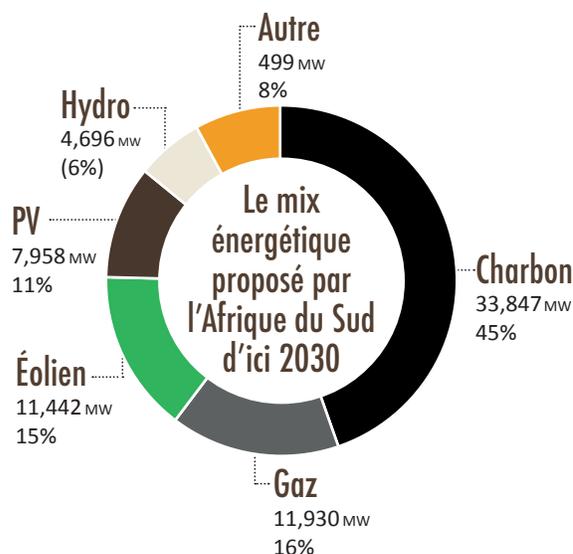
## Inga prend enfin forme

Entretiens, le barrage Inga III a finalement commencé à prendre forme. En 2009, le gouvernement a créé un comité pilote pour le barrage d'Inga III qui comprend la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). Ce groupe a financé une série d'études de faisabilité et a contribué à la mise en place de diverses institutions congolaises pour gérer le projet, dont l'Agence pour le développement et la promotion du Grand Inga (ADPI). Le gouvernement a lancé un appel d'offres pour la construction du barrage en 2010, et a finalement sélectionné deux consortiums, dont l'un, baptisé Pro-Inga, comprend la société espagnole Actividades de Construcción y Servicios (ACS), l'une des plus grandes entreprises de construction au monde, ainsi que la société espagnole AEE Power, qui travaillait au Congo

depuis de nombreuses années. L'autre consortium est composé d'entreprises chinoises et est dirigé par la société Three Gorges Corporation.

En 2015, à la suite d'un revirement controversé, le président Kabila a décidé de placer la gestion du projet - qui était jusqu'alors sous la responsabilité du Premier ministre et était relativement ouverte aux contributions de la société civile et des experts techniques - sous son contrôle direct<sup>47</sup>. Comme le montre un récent rapport du GEC et de Resource Matters, trois organes interministériels qui avaient contribué à monter le projet et à coordonner les actions du gouvernement ont été démantelés, et les acteurs du secteur privé et de la société civile n'ont plus eu facilement accès au processus décisionnel<sup>48</sup>. En signe de protestation, la Banque mondiale a suspendu une subvention de 73 millions de dollars qui devrait le projet, le privant ainsi de fonds indispensables pour gérer le processus d'appel d'offres et réaliser des études d'impact et de faisabilité critiques<sup>49</sup>.

La proposition la plus récente d'Inga III impliquerait la construction de barrages sur la plus grande partie du fleuve, à l'exception de plusieurs passages étroits.





À ce jour, aucune étude critique d'impact environnemental, hydrographique, géologique et social n'a été réalisée, ce qui rend difficile de prévoir dans quelle mesure le barrage perturbera les communautés locales et l'environnement<sup>50</sup>.

Néanmoins, le gouvernement a fait avancer le projet sans discussion ou débat public significatif, en demandant en 2017 que les deux consortiums fusionnent leurs propositions. Afin de rendre le projet rentable, ils ont alors proposé un projet beaucoup plus important qui produirait au moins 10 GW d'énergie et coûterait environ 13,9 milliards de dollars<sup>51</sup>. Bien que la destination de l'énergie ne soit pas claire, selon la proposition, 5 GW seraient achetés par l'Afrique du Sud. En fait, selon des sources proches des consortiums, afin d'obtenir le financement du projet - étant donné l'incapacité du gouvernement congolais à garantir la fiabilité du projet - ils auront besoin d'un accord d'achat d'électricité (AAE) du gouvernement sud-africain<sup>52</sup>. Le reste de l'énergie sera vendu au secteur privé, à d'autres pays et à la population congolaise. Étant donné son manque de pouvoir d'achat, il est probable que seule une petite fraction de l'énergie produite par le plus grand barrage d'Afrique ira à la population congolaise<sup>53</sup>.

Le nouveau gouvernement congolais semble à présent vouloir revenir sur ces plans Inga III. Dans son discours sur l'état de la nation du 13 décembre 2019, le président Tshisekedi a suggéré qu'ils commenceraient par un barrage de 4,8 GW et qu'ils ajouteraient éventuellement plus de capacité à l'avenir. Cette proposition a été faite à la suite des pressions de la Banque africaine de développement (BAD). Celle-ci, a souligné que les études de pré-faisabilité avaient déjà été réalisées pour une version plus petite du barrage. On ne sait toujours pas ce que cela signifie pour les consortiums qui prévoient de construire le barrage - ils avaient insisté pour un barrage plus grand afin de le rendre financièrement viable pour eux - et pour l'Afrique du Sud, qui avait demandé plus d'électricité que cette nouvelle version ne pouvait en fournir.

## L'Afrique du Sud a-t-elle besoin d'Inga ?

En août 2018, le ministre sud-africain de l'Énergie, Jeff Radebe, a publié la première version du plan de ressources intégrées (Integrated Resource Plan - IRP) du gouvernement, destiné à façonner le bilan énergétique du pays jusqu'en 2030<sup>54</sup>. L'IRP a confirmé la position hostile de l'administration Ramaphosa sur l'énergie nucléaire, sans qu'aucune augmentation significative de sa contribution au bilan. D'ici à 2030, le projet de loi sur la politique énergétique prévoyait que le bilan énergétique du pays serait le suivant :

- 33 847 MW de charbon (45 %)
- 11 930 MW de gaz/diesel (16 %)
- 11 442 MW de vent (15 %)
- 7 958 MW de photovoltaïque (11 %)
- 4 696 MW d'énergie hydraulique (6 %)

Le reste (7%) proviendrait du stockage par pompage, de l'énergie solaire concentrée et de l'énergie nucléaire. Cela représente un changement significatif par rapport au charbon, qui produit actuellement environ les trois quarts de l'énergie d'Eskom. Certaines estimations suggèrent que le coût des énergies renouvelables sera égal à celui des énergies non renouvelables d'ici 2030, ce qui donnera un élan supplémentaire à cette transition vers l'abandon du charbon et, au besoin, d'énergie d'Inga<sup>55</sup>.

Selon l'IRP, le pouvoir d'achat d'Inga figurait parmi les "ajustements et considérations politiques appliqués"<sup>56</sup>. Le gouvernement a admis que cette mesure, ainsi que d'autres "ajustements et considérations" - qui n'ont pas été expliqués - se traduirait par une augmentation des tarifs d'environ 5 % d'ici 2030 par rapport au scénario du moindre coût.

Cependant, selon le projet, ce coût plus élevé pourrait être justifié par l'avantage d'avoir une électricité constante et prévisible, ainsi que par les avantages économiques régionaux de l'hydroélectricité d'Inga, dont l'Afrique du Sud pourrait également bénéficier.

Le 4 septembre 2018, M. Radebe s'est présenté devant la commission du portefeuille de l'énergie du Parlement sud-africain pour expliquer et défendre le projet de loi



sur la réforme de l'énergie. Il est rapidement devenu évident, lors de la réunion de la commission, que le projet Inga était l'une des principales préoccupations des membres. Les parlementaires du principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (AD), ont exigé de savoir pourquoi on s'écartait du scénario le moins coûteux pour accommoder Inga, en demandant "comment l'Afrique du Sud en profitera".

*Radebe a répondu :*

*Inga est un très bon projet pour nous, pour la SADC et pour l'Afrique. Il s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2063. À la Banque africaine de développement, c'est l'une des principales priorités du nouveau patron. Il est dans l'intérêt de tous les Africains qu'il soit mis en œuvre le plus rapidement possible<sup>57</sup>.*

L'Agenda 2063 est le cadre stratégique de l'Union africaine pour le développement économique au cours des 50 prochaines années. L'UA a identifié 12 projets ou initiatives phares qu'elle juge "très urgents et pertinents et dont la mise en œuvre immédiate permettra d'obtenir des résultats rapides<sup>58</sup>". Le Grand Inga figure parmi ces projets.

Malgré la défense d'Inga par Radebe, il était clair que même au sein de l'ANC, le projet comptait ses détracteurs. Lors de la même audition parlementaire, un haut fonctionnaire de son ministère a déclaré à la commission qu'Inga coûterait 2-3c/kWh [plus que le scénario le plus bas, ce qui signifierait un coût supplémentaire de 175 millions de rands (12 millions de dollars) pour l'économie par an]. Néanmoins, s'adressant à au GEC après la réunion, le vice-ministre de l'Énergie, Thembu Majola, a déclaré qu'un point essentiel était que le projet Inga n'était pas censé avoir d'impact sur la fiscalité sud-africaine<sup>59</sup>.

Deux mois plus tard, le 28 novembre 2018, la commission parlementaire sur l'énergie a publié une réponse au projet de loi sur la réforme de la fiscalité. Concernant Inga, le rapport a pressé le gouvernement d'annuler son achat d'électricité auprès d'Inga et d'investir plutôt dans la production d'électricité domestique, qui, selon le document, serait moins chère, plus fiable et créerait plus d'emplois. En outre, le rapport déplore le manque de consultation publique concernant le projet de loi de mise en œuvre de la réforme de l'énergie, et déclare



qu'il est "étonnamment silencieux" sur les malheurs d'Eskom, affirmant sans ambages "qu'Eskom se bat pour sa survie".

Pendant ce temps, de hauts fonctionnaires d'Eskom ont commencé à exprimer leur inquiétude quant aux implications financières probables d'Inga pour le service public en difficulté. Selon Mbulelo Kibido, le responsable de la planification du réseau d'Eskom, il faudrait une ligne de transmission entièrement nouvelle, d'abord d'Inga à la frontière du Congo, puis de la frontière du Congo à l'Afrique du Sud. La longueur de la ligne actuelle entre Inga et la frontière zambienne est de 2 300 kilomètres, ce qui coûterait plus d'un milliard de dollars à construire :

*Vous ne pouvez pas utiliser les lignes existantes. Elles ne pourront pas supporter le coût. Et une nouvelle ligne coûte 7 millions de rands [0,48 million de dollars] par kilomètre. Et cela n'inclut pas les sous-stations. Chaque sous-station aurait besoin de deux transformateurs et ils sont de 4 400 m [27,42 millions de dollars] chacun. Nous n'avons tout simplement pas cet argent<sup>60</sup>.*

Kibido a également affirmé que l'Afrique du Sud n'a pas besoin de plus d'énergie, car elle est censée ajouter 11 GW provenant des centrales au charbon de Medupi et de Kusile, qui seraient, selon lui, terminées "d'ici



## Je t'aime, moi non plus : l'Afrique du Sud et Inga III

2020", malgré les problèmes techniques persistants dont souffrent ces deux centrales. "Nous voudrions vendre l'énergie, pas l'acheter. Inga n'a aucun sens commercial pour nous. Et il n'y a pas de budget pour cela". D'autres commentateurs ont ajouté que les pays voisins, dont le Mozambique et la Namibie, ajouteront de l'électricité supplémentaire dans les années à venir, contribuant ainsi à l'excédent régional d'électricité<sup>61</sup>. En privé, d'autres responsables d'Eskom s'opposent également à l'achat d'électricité à Inga, affirmant que cela augmentera les niveaux d'endettement déjà élevés de la société pour un gain incertain<sup>62</sup>.

Néanmoins, en décembre 2018, quelques jours avant les élections congolaises, le gouvernement sud-africain a confirmé dans une lettre qu'il doublerait son engagement à acheter de l'électricité à Inga III pour atteindre 5 GW, soit exactement le montant prévu par les consortiums. Bien que cette décision soit passée presque inaperçue - elle n'a été publiée qu'un mois plus tard, lorsque Bloomberg News en a obtenu une copie - elle a été décriée étant donné les débats politiques en cours en Afrique du Sud.

Radebe a perdu son poste de ministre après les élections sud-africaines de 2019, qui ont eu lieu le 8 mai. Le ministère de l'Énergie a fusionné avec le ministère des Ressources minérales pour devenir le ministère des Ressources minérales et de l'Énergie (MRME), dirigé par un nouveau ministre, l'ancien secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe. Mantashe est également un ancien secrétaire général du Syndicat national des travailleurs des mines (SNT) et sa nomination semble avoir été en partie conçue pour rassurer les travailleurs anxieux de l'industrie du charbon sur le fait que le gouvernement ne les a pas abandonnés.

Le 18 octobre 2019, le gouvernement a publié son IRP finalisé. Le bilan énergétique proposé par l'IRP était presque exactement le même que celui du projet de 2018, bien que la contribution prévue du charbon au bilan total d'ici 2030 ait été légèrement réduite, passant de 46 % à 44,6 %. La contribution prévue de l'hydroélectricité a légèrement augmenté, passant de 6 à 6,2 % du total, mais est restée à un niveau prévu de 4,696 GW<sup>63</sup>.

L'IRP maintient l'engagement du gouvernement d'acheter de l'énergie à Inga, qu'il justifie en se référant au traité de 2013, et l'engagement de l'Afrique du Sud à faire progresser l'industrialisation régionale. L'IRP allègue à cet égard que les "moteurs de développement régional d'Inga sont convaincants, en particulier compte tenu du fait qu'il y a actuellement très peu de commerce d'énergie" au sein de la SADC<sup>64</sup>. Toutefois, pour montrer que le gouvernement a pris en compte toutes les critiques à l'égard d'Inga, la version finale de l'IRP réitère l'engagement du pays à n'acheter que 2,5 GW du projet de barrage, et non les 5 GW que le gouvernement avait promis d'acheter dans sa lettre de décembre 2018. L'IRP final souligne également qu'il est possible que le prélèvement d'Inga n'ait jamais lieu :

*Il est nécessaire de finaliser la solution technique pour l'évacuation de cette puissance du Grand Inga à travers les pays de transit, à savoir le Congo, la Zambie, le Zimbabwe/Botswana vers l'Afrique du Sud. Les accords nécessaires doivent être conclus le plus rapidement possible si l'option hydroélectrique du Grand Inga doit se concrétiser<sup>65</sup>.*

Interrogés par les députés sur le coût des lignes de transmission entre le Congo et l'Afrique du Sud - l'organisation à but non lucratif International Rivers a estimé ce coût à 4 milliards de dollars - les responsables ont refusé de répondre, affirmant que cela dépendait de l'option de transmission choisie. Les deux choix sont les suivants : soit les câbles de transmission "survolent" les pays d'Afrique australe et ne livrent qu'à l'Afrique du Sud, soit ils sont connectés aux réseaux de la Zambie et du Zimbabwe ou du Botswana. Les responsables ont indiqué aux députés que les deux options étaient en cours de discussion au niveau de la SADC, mais ont ajouté qu'aucune décision finale n'était probable tant qu'il n'était pas clair que la construction d'Inga III allait effectivement se poursuivre<sup>66</sup>. Pendant ce temps, les responsables chinois impliqués dans la recherche de financement pour le projet s'inquiètent du fait qu'un manque de consensus régional sur ces lignes électriques pourrait compromettre la viabilité d'Inga III.

Les travaux d'Eskom ne sont pas non plus passés inaperçus à Kinshasa. Un conseiller principal de



Tshisekedi a commenté :

Quand je suis les infos, je constate qu'Eskom a d'énormes dettes. Des dettes que je ne suis pas sûr qu'il puisse payer. Je dois me demander comment ils vont acheter notre électricité<sup>67</sup>.

## Conclusion

Malgré les critiques de tous les côtés au niveau national, la politique du gouvernement sud-africain continue à être celle de garantir la construction d'Inga, l'un des plus grands projets d'infrastructure du continent, en acceptant d'acheter au moins 2,5 GW d'ici 2030. Le gouvernement affirme vouloir qu'Inga III se réalise parce qu'il contribuera à l'industrialisation de l'Afrique, à la diversification du bilan énergétique de l'Afrique du Sud et à l'augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables dans le total de l'Afrique du Sud. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a récemment réaffirmé l'engagement de son gouvernement d'"accélérer" le projet Inga III<sup>68</sup>.

À ce stade du processus, cependant, il semble que la véritable raison pour laquelle le gouvernement sud-africain s'en tient officiellement à Inga soit plutôt le fait qu'il craint l'impact négatif du retrait de l'Afrique du Sud du projet sur la réputation du pays à travers le continent. Cela signifierait sans doute l'abandon par l'Afrique du Sud de son engagement post-apartheid à contribuer au développement économique de l'Afrique.

Dans le meilleur des cas, Inga III pourrait fournir de l'électricité supplémentaire à la compagnie nationale d'électricité sud-africaine en difficulté, mais à un coût probablement plus élevé que les autres sources et à un moment où l'approvisionnement en électricité devient plus abondant et plus diversifié. Dans le pire des cas, l'Afrique du Sud s'engagera à acheter de l'électricité dont elle n'aura peut-être pas besoin, à un prix plus élevé que celui des autres sources, et se rendra complice de dommages importants pour les communautés congolaises et l'environnement.



## Références

- 1 Depuis l'investiture du président Felix Tshisekedi, les plans d'Inga III ont été littéralement largués en l'air. Le gouvernement est revenu à un plan antérieur qui consistait à vouloir construire un barrage plus petit pour produire 4,8 GW, en disant qu'il pourrait atteindre 11 GW à un stade ultérieur. En outre, Actividades de Construcciones y Servicios (ACS), le principal partenaire du consortium ProInga à majorité espagnole, a récemment annoncé qu'il se retirait du projet - une décision qui entraînera certainement d'autres retards, William Clowes, "Spain's ACS Withdraws From Congo's Giant Inga Dam," 20 janvier 2020, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-01-20/spain-s-acs-withdraws-from-congo-s-giant-inga-iii-dam>, consulté le 27 janvier 2020.
- 2 Groupe d'étude sur le Congo et Resource Matters, "[Inga III, un projet gardé dans l'ombre : comment le contrat du plus gros site hydroélectrique du monde se négocie à huis clos](#)", 29 octobre 2019.
- 3 Commission d'enquête judiciaire sur les allégations de captation de l'État, également connue sous le nom de Commission d'enquête Zondo ou Zondo Commission, <https://www.sastatecapture.org.za>.
- 4 Chris Alden et Garth le Pere, South Africa's post-apartheid foreign policy, Adelphi Paper 362 (London: Oxford University Press and International Institute for Strategic Studies, 2003).
- 5 Scott Firsing, "Remembering Mandela and his Foreign Policy," Foreign Policy Blogs, 6 décembre 2013, <https://foreignpolicyblogs.com/2013/12/06/remembering-mandela-and-his-foreign-policy/>, consulté le 22 mars 2019.
- 6 Alden, Chris, et Maxi Schoeman. "South Africa in the company of giants: The search for leadership in a transforming global order." International Affairs 89, no. 1 (2013): 111-129, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1468-2346.12007>, consulté le 10 février 2020.
- 7 Sidropoulos, Elizabeth. "South African foreign policy in the post-Mbeki period." South African Journal of International Affairs 15, no. 2 (2008): 107-120, <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/10220460802636158>, consulté le 10 février 2020.
- 8 Voir, par exemple, James Myburgh, "Why does Mbeki back Mugabe?" Politicsweb, <https://www.politicsweb.co.za/debates/why-does-mbeki-back-mugabe>, consulté le 15 février 2019.
- 9 Voir, par exemple, Chris Landsberg, Mzukisi Qobo et Francis Kornegay, "Reflections on the ANC NEC International Relations Sub-Committee Discussion Document," Friedrich Ebert Stiftung, 12 juin 2017, [https://www.fes-southafrica.org/fileadmin/user\\_upload/FES\\_Guiding\\_Think\\_Piece\\_Final.pdf](https://www.fes-southafrica.org/fileadmin/user_upload/FES_Guiding_Think_Piece_Final.pdf), consulté le 28 janvier 2020; Wilmot James et Greg Mills, 'South Africa and the World' Focus 59 (2016). Helen Suzman Foundation. 13 décembre 2016; Peter Fabricius, "Back to the future for ANC foreign policy?," ISS Today, 15 juin 2017, <https://issafrica.org/amp/iss-today/back-to-the-future-for-anc-foreign-policy>, consulté le 28 janvier 2020.
- 10 Steven Friedman, "The African National Congress and the Violence of May, 2008," The Atlantic Philanthropies, July 12 juillet 2010; Savo Heleta, "Xenophobia and Party Politics in South Africa," Africa is a Country, 27 août 2018.
- 11 Luanda Mpungose, "South Africa's foreign policy under Zuma: towards greater strategic partnerships," The Daily Maverick, 22 février 2018, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2018-02-20-op-ed-sas-foreign-policy-towards-greater-strategic-partnerships-post-zuma/>, consulté le 10 février 2020.
- 12 ANC National General Congress 2015 International Relations Discussion Document, disponible sur: <https://assets.documentcloud.org/documents/2447178/anc-ngc-documents-international-relations.pdf>, consulté le 22 mars 2019.
- 13 Marlies Simons, "South Africa Should Have Arrested Sudan's President, I.C.C. Rules," The New York Times, 6 juillet 2017, <https://www.nytimes.com/2017/07/06/world/africa/icc-south-africa-sudan-bashir.html>, consulté le 10 février 2020.
- 14 Graeme Hosken, Schalk Mouton et Tj Strydom "SA's oil and diamond stake in CAR", Dispatch Live, 29 mars 2013, <https://www.dispatchlive.co.za/news/2013-03-29-sas-oil-and-diamond-stake-in-car/>, consulté le 10 février 2020; Stephan Hofstatter, Mzilikazi wa Afrika, James Oatway, "SA arms dealers caught in coup," Sunday Times, 7 avril 2013, <https://www.pressreader.com/south-africa/sunday-times-1107/20130407/284494340924340>, consulté le 10 février 2020; AmaBhungane Reporters, "Is this what our soldiers died for?" Mail and Guardian, 28 mars 2013,



<https://mg.co.za/article/2013-03-28-00-central-african-republic-is-this-what-our-soldiers-died-for/>, consulté le 10 février 2020.

- 15 Brown est un partenaire commercial du groupe Encha, une société d'investissement fondée par Tiego Moseneke, frère du juge en chef adjoint Dikgang Moseneke.
- 16 Selon l'ancien secrétaire général du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), Zwelinzima Vavi, lors d'un voyage en Guinée équatoriale en 2008, Jacob Zuma a organisé une réunion d'affaires secrète entre le président Teodoro Obiang et son fils Duduzane Zuma et le partenaire commercial de Duduzane, Rajesh Gupta. Zuma a également été accusé d'avoir pris de l'argent à l'ancien dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi. Voir Peter Fabricius, "The state capture of SA's foreign policy," The Daily Maverick, 30 mars 2016, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2016-03-30-op-ed-the-state-capture-of-sas-foreign-policy/>, consulté le 14 février 2020.
- 17 Channels TV, "Ramaphosa Promises 'New Dawn' At His Inauguration," 25 mai 2019, [https://www.youtube.com/watch?v=9JM1Kwjpm\\_A](https://www.youtube.com/watch?v=9JM1Kwjpm_A), consulté le 10 février 2020; Rebecca Davis, "Ramaphosa wooed in India," Daily Maverick, 25 janvier 2019, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-01-25-ramaphosa-wooed-in-india-but-rough-diplomatic-seas-ahead-for-sa/>, consulté le 10 février 2020.
- 18 "Human Rights Watch Letter to President Matamela Cyril Ramaphosa," 23 septembre 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/09/23/human-rights-watch-letter-president-matamela-cyril-ramaphosa>, consulté le 14 février 2020.
- 19 Lalbahadur, Aditi et Carmel Rawhani "South Africa's peacebuilding in the DRC: Convergence and dissonance with the liberal model." South African Journal of International Affairs 24, no. 4 (2017): 523-545, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10220461.2017.1417906>
- 20 Neissan Besharati et Carmel Rawhani, "South Africa & the DRC: Evaluating a South-South Partnership for Peace, Governance and Development," SAIIA occasional paper 235, juillet 2016, <https://saiaa.org.za/research/south-africa-and-the-drc-evaluating-a-south-south-partnership-for-peace-governance-and-development/>, consulté le 10 février 2020.
- 21 Entretien téléphonique avec un analyste du Congo basé en Afrique du Sud, septembre 2018.
- 22 L'implication douteuse de l'Afrique du Sud dans ces blocs pétroliers pourrait être antérieure à cet accord particulier. Selon Africa Confidential, un autre investisseur qui a brièvement détenu les droits sur les deux blocs, Divine Inspiration Group, était lié à Thabo Mbeki.
- 23 Katrina Manson, "Congo threatens to take back oil blocks," Financial Times, 24 juin 2012, <https://www.ft.com/content/a5aea554-bc8f-11e1-a470-00144feabdc0>, consulté le 10 février 2020.
- 24 Terence Creamer, "SA Cabinet approves Grand Inga power treaty with DRC," Engineering News, 22 août 2012, <https://www.engineeringnews.co.za/article/sa-approves-grand-inga-power-treaty-with-drc-2012-08-22>, consulté le 10 février 2020.
- 25 National Assembly For Written Reply Question No: 178 (Nw195e) Published In Internal Question Paper No 2-2012 Of 17 February 2012, South African Department Of International Relations And Cooperation, <http://www.dirco.gov.za/docs/2012pq/pq178.html>, consulté le 10 février 2020.
- 26 Khadija Patel, "Under scrutiny: South Africa's role in DRC elections," The Daily Maverick, 11 décembre 2011, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2011-12-14-under-scrutiny-south-africas-role-in-drc-elections/>, consulté le 10 février 2020.
- 27 Carien du Plessis, "Congolese point accusing fingers at Zuma and Dlamini-Zuma," Mail and Guardian, 17 mai 2016, <https://mg.co.za/article/2016-05-17-00-congolese-point-accusing-fingers-at-zuma-and-dlamini-zuma/>, consulté le 10 février 2020.
- 28 Carien du Plessis, "DRC's Kabila 'still has a friend in SA,' says Zuma," News24, 25 juin 2017, <https://www.news24.com/Africa/News/drcs-kabila-still-has-a-friend-in-sa-says-zuma-20170625>, consulté le 10 février 2020.
- 29 Carien du Plessis, "SA 'sides' with DRC on investigation into Kasai killings," News24, 26 juin 2017, <https://www.news24.com/Africa/News/sa-sides-with-drc-on-investigation-into-kasai-killings-20170626>, consulté le 10 février 2020.
- 30 Patrick Smith, "DRC: The Region, A tangled web of ties," The Africa Report, 14 novembre 2018, <https://www.theafricareport.com/456/drc-the-region-a-tangled-web-of-ties/>, consulté le 10 février 2020.
- 31 Entretien téléphonique de l'auteur avec un analyste du Congo basé en Afrique du Sud, septembre 2018.
- 32 "Kabila government rejects Thabo Mbeki as special envoy to Congo," Daily Maverick, 21 août 2018, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2018-08-21-kabilas-government-rejects-thabo-mbeki-as-special-envoy-to-drc/>, consulté le 10 février 2020.



## Je t'aime, moi non plus : l'Afrique du Sud et Inga III

- 33 Urgent Appeal for a Peaceful Democratic Transition in the Democratic Republic of the Congo, Kofi Annan Foundation, 15 juin 2017, <https://www.kofiannanfoundation.org/supporting-democracy-and-elections-with-integrity/appeal-democratic-transition-drc/>, consulté le 10 février 2020.
- 34 "ANC concerned about developments in Congo," SABC News, 18 septembre 2018, <http://www.sabcnews.com/sabcnews/anc-concerned-about-developments-in-drc/>, consulté le 10 février 2020.
- 35 Statement by South Africa to the United Nations Security Council on the Situation in the Democratic Republic of the Congo (DRC), 11 January 2019, Department of International Relations and Cooperation, Republic of South Africa, <https://www.gov.za/speeches/statement-south-africa-united-nations-security-council%C2%A0-situation-democratic-republic-congo>, consulté le 10 février 2020.
- 36 Groupe d'étude sur le Congo, "Who Really Won the Congolese Elections" ?, 16 janvier 2019, <http://congoresearchgroup.org/CONGOLESE-ELECTION-LEAKS/>
- 37 Communiqué du sommet de la double troïka des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui s'est tenu à Addis-Abeba, en République fédérale démocratique d'Éthiopie, le 17 janvier 2019, [https://www.sadc.int/files/3915/4772/6902/French-Communique\\_of\\_the\\_SADC\\_Double\\_Troika\\_Summit\\_Addis\\_Ababa\\_17\\_Jan\\_2019.pdf](https://www.sadc.int/files/3915/4772/6902/French-Communique_of_the_SADC_Double_Troika_Summit_Addis_Ababa_17_Jan_2019.pdf), consulté le 14 février 2020 ; entretien téléphonique avec un fonctionnaire de l'Union africaine, le 18 janvier 2019.
- 38 Groupe d'étude sur le Congo et Resource Matters, "Inga III, un projet gardé dans l'ombre : comment le contrat du plus gros site hydroélectrique du monde se négocie à huis clos", [http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/10/GEC\\_Resource-Matters\\_Inga-III\\_FR\\_final\\_2-3.pdf](http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/10/GEC_Resource-Matters_Inga-III_FR_final_2-3.pdf), 29 octobre 2019.
- 39 Jean-Claude Willame. 1986. Zaïre. L'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle. pp 43-46, L'Harmattan, Paris.
- 40 Pierre Audinet (Banque Mondiale), Etat des Lieux : Un Paradoxe Électrique Unique, Présentation aux Assises sur l'Électricité à Kinshasa, 8 Mai 2018, 5.
- 41 RSW International - EDF / Ministère de l'énergie et de l'hydroélectricité, Présentation de " l'Étude de développement du site hydroélectrique d'Inga et des interconnexions associées" à Kinshasa, le 21 septembre 2013. Le Grand Inga est présenté comme étant développé en sept étapes : (1) Inga III, Basse Chute, 4755 MW ; (2) - Inga III, Haute Chute, 3030 MW ; (3) Inga 4, environ 4200 MW ; (4) Inga 5, environ 6970 MW ; (5) Inga 6, environ 6680 MW ; (6) Inga 7, environ 6700 MW ; (7) Inga 8, environ 6740 MW. Groupement Orrick-Tractebel-Lazard, Note de présentation du projet, mars 2014.
- 42 Thabo Mbeki, discours sur l'état de la nation 2001, <https://www.sahistory.org.za/archive/2001-president-mbeki-state-nation-address-9-february-2001>
- 43 US Department of Commerce, South Africa – Electricity Power Systems & Renewable Energy, Export.Gov, <https://www.export.gov/article?id=South-Africa-Electricity-Power-Systems-Renewable-Energy>, consulté le 14 février 2020.
- 44 "Editorial: Only biting the bullet can stop Eskom from taking the economy down with it," Business Day, 21 novembre 2018, <https://www.businesslive.co.za/bd/opinion/editorials/2018-11-21-editorial-only-biting-the-bullet-can-stop-eskom-from-taking-the-economy-down-with-it/>, consulté le 10 février 2020.
- 45 Traité relatif au projet Grand Inga entre la République d'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo, 29 octobre 2013, article 9.
- 46 Ramaphosa: SA has no money for nuclear power," Fin24, 26 janvier 2018, <https://www.fin24.com/Economy/ramaphosa-sa-has-no-money-for-nuclear-power-20180126>
- 47 Ordonnance n°15/079 du 13 octobre 2015 portant création, organisation et fonctionnement d'un service spécialisé au sein de la Présidence de la République dénommé « Agence pour le Développement et la Promotion du Projet Grand Inga », en sigle « ADPI- RDC ».
- 48 Voir GEC/Resource Matters, Inga III : Un projet gardé dans l'ombre, op cit.
- 49 Banque mondiale, "Le Groupe de la Banque mondiale suspend le financement de son assistance technique au projet Inga-3 Basse Chute", 26 juillet 2016, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2016/07/25/world-bank-group-suspends-financing-to-the-inga-3-basse-chute-technical-assistance-project>, consulté le 14 février 2020
- 50 Ibid.
- 51 Consortium conjoint (Chine d'Inga 3 & ProInga), projet hydroélectrique Inga 3, République démocratique du Congo, proposition commune, octobre 2018. Selon les membres du consortium, le barrage pourrait produire jusqu'à 11GW d'électricité.
- 52 Entretien téléphonique avec un membre du consortium, octobre 2018.
- 53 Voir GEC/Resource Matters, Inga III : Un projet gardé dans l'ombre, op cit.
- 54 Department of Energy of the Republic of South Africa, Integrated Resource Plan 2019, octobre 2019, <http://www.energy.gov.za/files/docs/IRP%202019.pdf>, accessed February 14th 2020, consulté le 14 février 2020.
- 55 Walwyn, David; Brent, Alan (2015). "Renewable energy gathers steam in South Africa". *Renewable and Sustainable Energy Reviews*. 41: 390–401, <http://www0.sun.ac.za/cst/wp-content/uploads/2016/09/Walwyn-Brent-2015.pdf>
- 56 Le GEC a assisté à la réunion du comité et a pris note de ces commentaires.



- 57 La CRG a assisté à la réunion du comité et a pris note de ces commentaires. Le nouveau directeur de la Banque africaine de développement c'est le docteur Akinwumi Adesina, ancien ministre de l'agriculture et du développement rural du Nigeria. Dans la "déclaration de vision" du Dr Adesina lorsqu'il a postulé pour le poste à la BAD, il avait en effet fortement préconisé la construction du barrage d'Inga. Dr Akinwumi Adesina, Vision Statement, May 2015, [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Akinwumi\\_A\\_ADESINA\\_Vision\\_Statement.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Akinwumi_A_ADESINA_Vision_Statement.pdf), consulté le 14 février 2020.
- 58 À propos de l'Agenda 2063, <https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble>, consulté le 15 février 2019.
- 59 Entretien avec Thembi Majola, septembre 2018.
- 60 Entretien téléphonique avec Mbulelo Kibido, août 2018.
- 61 Entretien avec Ted Blum, expert sud-africain en énergie, novembre 2018 ; Macdonald Dzirutwe, "Namibia plans to add 220 MW to electricity grid by 2023," <https://af.reuters.com/article/investingNews/idAFKCN1UKOSS-OZABS>, July 25, 2019, consulté le 14 février 2020.
- 62 Entretien avec des responsables d'Eskom, décembre 2018.
- 63 Department of Energy, Electricity Regulation Act (4/2006): Integrated Resource Plan (IRP2019), Government Gazette, Vol 652, No. 42784, page 95.
- 64 Ibid, page 14.
- 65 Ibid, page 48.
- 66 Présentation de DMRE à la commission du portefeuille de l'énergie de l'Assemblée nationale, le 19 novembre 2019.
- 67 Interview de l'auteur, Kinshasa, décembre 2019.
- 68 Remarks by President Cyril Ramaphosa at the NEPAD Heads of State and Government Orientation Committee Meeting of the Presidential Infrastructure Championing Initiative, 8 février 2020, <http://www.thepresidency.gov.za/speeches/remarks-president-cyril-ramaphosa-nepad-heads-state-and-government-orientation-committee>, consulté le 10 février 2020.

*Photo de couverture: La ligne haute tension Inga-Kolwezi, vue depuis la localité de Nkonko Tshiela, commune de la Nganza, Kananga, Kasai Central, le 5 août 2019. (credit: Joshua Z. Walker)*



**Phuzumoya**  
Consulting



**CONGO RESEARCH GROUP**  
**GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO**

**Phuzumoya Consulting** est une société, basée au Cap, qui mène des recherches sur l'économie politique de l'Afrique. Elle est spécialisée sur l'Afrique du Sud et la région des Grands Lacs et possède une expertise particulière en matière de gouvernance des ressources naturelles et de diligence raisonnable.

**Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC)** est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les: [www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org) and [www.gecongo.org](http://www.gecongo.org).

**Phuzumoya Consulting**

PO Box 43956, Scarborough 7975  
Cape Town, South Africa

 @phuzumoya

[www.phuzumoya.com](http://www.phuzumoya.com)

**Center on International Cooperation**

726 Broadway, Suite 543  
NY 10003, New York

 @GEC\_CRG

[www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org)

[www.cic.nyu.edu](http://www.cic.nyu.edu)